

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale**

**BÂTIMENT**

IDCC : 2609. – **ETAM**

---

AVENANT N° 8 DU 2 DÉCEMBRE 2013  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> MAI 2014  
ET AU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2014  
(BASSE-NORMANDIE)

NOR : ASET1450319M

IDCC : 2609

Entre :

La FFB Basse-Normandie ;

La fédération Ouest des SCOP du BTP ;

La CAPEB Basse-Normandie,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Basse-Normandie.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou à 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Basse-Normandie est fixé comme suit.

A compter du 1<sup>er</sup> mai 2014

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE
A	1 499,21
B	1 589,16
C	1 724,08
D	1 902,91
E	2 048,54
F	2 280,60
G	2 530,55
H	2 799,23

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2014

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE
A	1 509,65
B	1 600,23
C	1 736,09
D	1 916,16
E	2 062,81
F	2 296,48
G	2 548,18
H	2 818,72

## Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris (15<sup>e</sup>), et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Caen.

## Article 3

Le présent accord entrera en vigueur aux dates indiquées à l'article 1<sup>er</sup> sous réserve de la publication au *Journal officiel* de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée.

Fait à Caen, le 2 décembre 2013.

(Suivent les signatures.)